



Revue-IRS



Revue Internationale de la Recherche Scientifique
(Revue-IRS)

ISSN: 2958-8413

Vol. 4, No. 5, Octobre 2026

This is an open access article under the [CC BY-NC-ND](#) license.



INCLUSION FINANCIERE DES IMMIGRES SUBSAHARIENS AU MAROC : ROLE DES INNOVATIONS FINANCIERES ET ENJEUX D'INTEGRATION SOCIO-ECONOMIQUE

Olaya METWALLI¹ Ayoub MASSIKI²

1. Professor-Researcher, LARSEMO, ESSEM-BUSINESS SCHOOL, Morocco
2. Professor-Researcher, LARSEMO, ESSEM-BUSINESS SCHOOL, Morocco

Résumé :

L'inclusion financière constitue un levier important de l'intégration socio-économique des populations immigrées, notamment dans des contextes marqués par des contraintes administratives, informationnelles et institutionnelles. Cette recherche analyse les conditions d'inclusion financière des immigrants subsahariens au Maroc en mettant l'accent sur le rôle des innovations financières, notamment les services bancaires numériques, les paiements mobiles et les solutions FinTech. L'étude adopte une approche méthodologique mixte combinant des entretiens semi-directifs auprès des principales parties prenantes et une enquête quantitative menée auprès d'immigrants subsahariens résidant au Maroc. L'analyse quantitative mobilise des statistiques descriptives, une analyse factorielle exploratoire, des corrélations et une analyse économétrique des déterminants de l'accès aux services financiers numériques. Les résultats montrent que 65 % des répondants disposent d'un compte bancaire au Maroc, tandis que les paiements mobiles et les services bancaires en ligne connaissent une utilisation relativement importante. Toutefois, plusieurs obstacles persistent, notamment la complexité des démarches administratives, les difficultés de compréhension des documents financiers, les barrières linguistiques, le coût des services et un niveau de confiance encore limité envers les institutions financières. L'analyse qualitative confirme l'importance de ces contraintes et met en évidence le rôle potentiel des associations et des acteurs financiers dans l'accompagnement des immigrants. Les résultats suggèrent ainsi que les innovations financières peuvent constituer un levier d'inclusion, mais que leur contribution dépend de leur accessibilité, de leur coût, de leur intelligibilité et de leur adaptation aux besoins spécifiques des utilisateurs. L'étude formule plusieurs recommandations portant sur la simplification des procédures, la communication multilingue, le renforcement de la confiance, le développement de produits financiers adaptés et la coordination entre institutions financières, associations et pouvoirs publics.

Mots-clés : Inclusion Financière ; Immigrés Subsahariens ; Maroc ; Innovation Financière ; Fintech ; Paiements Mobiles ; Services Financiers Numériques ; Intégration Socio-Économique.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.23475666>

1. Introduction

L'inclusion financière constitue un enjeu majeur du développement économique et de la réduction des inégalités, particulièrement pour les populations confrontées à des difficultés d'accès aux services financiers formels. Elle désigne la possibilité pour les individus d'accéder à des services financiers utiles, abordables et adaptés à leurs besoins, notamment en matière de paiement, d'épargne, de crédit et d'assurance (Demirgüç-Kunt et Klapper, 2012). Au-delà de la simple détention d'un compte bancaire, l'inclusion financière suppose une utilisation effective des services financiers et leur accessibilité aux différentes catégories de population.

Cette question revêt une importance particulière pour les populations migrantes, dont les besoins financiers concernent notamment les paiements, les transferts de fonds, l'épargne et, dans certains cas, le financement d'activités économiques. L'accès aux services financiers peut contribuer à renforcer leur autonomie économique et leur participation aux circuits économiques formels, tandis que les difficultés d'accès peuvent accentuer leur vulnérabilité économique (Demirgüç-Kunt et al., 2022). Dans ce contexte, les innovations financières et la transformation numérique du secteur financier offrent de nouvelles possibilités d'inclusion. Les paiements mobiles, les plateformes numériques et les technologies financières (*FinTech*) peuvent notamment réduire certaines contraintes liées à la distance, aux coûts de transaction et à l'accès physique aux infrastructures financières (Gomber et al., 2017 ; Ozili, 2018).

Cependant, la digitalisation des services financiers ne garantit pas automatiquement leur accessibilité. Les exigences documentaires, les coûts, le manque de confiance, les compétences numériques et financières ainsi que certaines barrières linguistiques ou institutionnelles peuvent limiter l'utilisation effective de ces services. L'inclusion financière des populations migrantes doit ainsi être analysée en tenant compte à la fois de la disponibilité des services et des conditions permettant leur utilisation effective.

Cette problématique présente un intérêt particulier dans le contexte marocain. Le Maroc connaît une évolution de son rôle migratoire, passant progressivement d'un espace principalement de transit et d'émigration à un espace également d'installation pour différentes populations migrantes, notamment originaires d'Afrique subsaharienne. Parallèlement, le pays a engagé plusieurs réformes destinées à renforcer l'inclusion financière et numérique, notamment à travers le développement des paiements électroniques et de nouveaux services financiers (World Bank, 2023). Toutefois, la mesure dans laquelle ces transformations bénéficient effectivement aux populations immigrées demeure encore insuffisamment documentée.

L'intégration des populations migrantes constitue par ailleurs un processus multidimensionnel comprenant notamment l'accès à l'emploi, au logement, aux services essentiels, aux droits et aux réseaux sociaux (Ager et Strang, 2008). Dans cette perspective, l'accès aux services financiers peut être considéré comme une dimension complémentaire de l'intégration économique, puisqu'il facilite la gestion des ressources, les transactions et la participation aux circuits économiques formels. Malgré l'importance croissante des services financiers numériques, l'articulation entre innovation financière, inclusion financière et intégration socio-économique des immigrés subsahariens demeure peu étudiée dans le contexte marocain. Ce constat constitue le principal gap auquel cette recherche cherche à répondre.

Ainsi, la problématique centrale de cette étude est formulée comme suit : Comment l'accès aux services financiers numériques peut-il favoriser l'inclusion socio-économique des immigrés subsahariens au Maroc, et quelles sont les barrières structurelles qui entravent cet accès ?

L'objectif général consiste à analyser le rôle des services financiers numériques et des innovations financières dans l'inclusion socio-économique des immigrés subsahariens au Maroc. Plus précisément, il s'agit d'évaluer leur accès aux services financiers traditionnels et numériques, d'identifier les principales barrières à cet accès et d'examiner la contribution des innovations financières à leur inclusion et à leur intégration socio-économique.

À partir de cette problématique, quatre hypothèses sont formulées :

- H1 : Les innovations financières, notamment les paiements mobiles et les *FinTech*, améliorent l'accès des immigrés subsahariens aux services financiers au Maroc.
- H2 : L'accès aux services financiers numériques contribue positivement à l'intégration socio-économique des immigrés subsahariens au Maroc.
- H3 : Les barrières administratives et culturelles constituent des freins significatifs à l'inclusion financière des immigrés subsahariens au Maroc.

- H4 : La coopération entre les institutions financières, les associations et les autorités publiques contribue à améliorer l'inclusion financière des immigrés subsahariens au Maroc.

Sur le plan méthodologique, cette recherche adopte une approche mixte, combinant des entretiens semi-directifs et une enquête quantitative par questionnaire. Elle s'inscrit dans une démarche hypothético-déductive, permettant de confronter les hypothèses formulées aux données empiriques recueillies. L'analyse quantitative permettra notamment d'examiner les relations entre l'utilisation des services financiers numériques, les barrières à l'inclusion financière et les dimensions retenues de l'intégration socio-économique. L'article est structuré autour de la revue de littérature et du cadre théorique, de la méthodologie, de la présentation et de l'analyse des résultats, puis de leur discussion avant la conclusion.

2. Revue de la littérature sur l'inclusion financière des immigrés et les innovations financières

L'inclusion financière constitue une dimension importante du développement économique et social dans la mesure où elle renvoie à la possibilité, pour les individus et les ménages, d'accéder à des services financiers formels adaptés, abordables et effectivement utilisables. Elle couvre notamment l'accès aux comptes, aux paiements, à l'épargne, au crédit, aux transferts de fonds et, plus largement, aux différents services proposés par les institutions financières formelles (Demirgüç-Kunt et Klapper, 2012). Les travaux fondés sur les données du Global Findex montrent toutefois que l'accès aux services financiers demeure fortement différencié selon les caractéristiques socio-économiques des individus. Allen et al. (2016) soulignent notamment l'importance des coûts, de la proximité des prestataires et des exigences documentaires dans la décision d'ouvrir et d'utiliser un compte formel. L'inclusion financière ne peut ainsi être réduite à la seule disponibilité des infrastructures financières ; elle suppose également que les services soient accessibles, abordables, compréhensibles et effectivement utilisés.

Cette problématique est particulièrement importante pour les populations migrantes, dont l'accès au système financier du pays d'accueil peut être affecté par plusieurs contraintes. L'absence d'historique bancaire, les revenus irréguliers, les difficultés administratives, les exigences documentaires, la méconnaissance du fonctionnement du système financier, les coûts des services et les barrières linguistiques peuvent limiter l'accès aux institutions financières formelles. Ces contraintes peuvent également être renforcées lorsque les migrants disposent de faibles ressources économiques ou d'un accès limité aux technologies numériques. Les travaux consacrés à l'Afrique montrent ainsi que l'inclusion financière dépend non seulement des caractéristiques individuelles, mais également de l'environnement institutionnel et technologique dans lequel les individus évoluent (Elouaourti et Ibourk, 2024 ; Elouaourti et Ezzahid, 2026).

Au Maroc, les recherches microéconomiques confirment l'existence de déterminants et de barrières différenciés de l'inclusion financière. Ezzahid et Elouaourti (2021) analysent les déterminants de l'inclusion financière, l'utilisation du mobile banking ainsi que les mécanismes d'exclusion financière à partir de données individuelles marocaines. Leurs résultats mettent en évidence l'importance des caractéristiques individuelles et des conditions d'accès aux services financiers dans la compréhension des comportements financiers. Dans la même perspective, Ramdani et Zenasni (2023) soulignent le rôle de la digitalisation dans l'élargissement de l'accès à l'information et aux services financiers au Maroc. La digitalisation apparaît ainsi comme un levier susceptible de transformer les relations entre les individus, les banques et les institutions, tout en créant de nouvelles modalités d'accès aux services financiers.

L'essor des innovations financières a profondément transformé cette problématique. Les FinTech regroupent un ensemble de technologies et de modèles économiques permettant de fournir ou d'améliorer des services financiers grâce aux outils numériques. Gomber et al. (2017) montrent que la finance numérique transforme progressivement les modes de production, de distribution et d'utilisation des services financiers. Dans cette perspective, Ozili (2018) souligne que la finance numérique peut contribuer à l'inclusion financière en réduisant certaines contraintes liées à la distance, aux coûts et à l'accès aux infrastructures bancaires traditionnelles. Gabor et Brooks (2017) adoptent toutefois une approche plus critique en montrant que la digitalisation de l'inclusion financière s'accompagne également de nouvelles problématiques relatives aux données, à la protection des utilisateurs, à la gouvernance et à la répartition des risques.

Les travaux empiriques récents confirment l'importance des technologies numériques dans l'élargissement de l'accès aux services financiers. Demir et al. (2022), à partir d'une approche par régression quantile, mettent en évidence une relation entre le développement de la FinTech et l'inclusion financière, tout en montrant que les effets peuvent différer selon les niveaux de revenu. De leur côté, Ahmad et al. (2020), dans une revue consacrée à l'expérience africaine, montrent que le mobile money peut réduire certains coûts de transaction, faciliter les paiements et constituer une porte d'entrée vers le système financier formel. Ils soulignent cependant que l'impact du mobile money dépend également de la structure du marché, des prix pratiqués et de l'environnement réglementaire.

Dans cette logique, le mobile money constitue l'une des innovations les plus importantes pour les populations faiblement bancarisées. Les plateformes numériques peuvent permettre à des individus ne disposant pas nécessairement d'un compte

bancaire classique d'effectuer des paiements, des transferts ou d'autres opérations financières. Agarwal et Assenova (2024) montrent que les plateformes de mobile money peuvent contribuer à combler certains « institutional voids » en facilitant l'accès à des services auparavant difficilement accessibles aux populations exclues du système financier. Les innovations numériques peuvent ainsi constituer une étape intermédiaire vers une inclusion financière plus large.

Cette dynamique est particulièrement importante dans les économies africaines, où les réseaux bancaires traditionnels restent inégalement répartis. Elouaouri et Ibourk (2024), à partir de données portant sur 39 pays africains et de micro données provenant de 29 pays, montrent que l'éducation, la participation au marché du travail, l'accès à Internet et la disponibilité des technologies constituent des facteurs importants de l'inclusion financière numérique. Les populations disposant de niveaux d'éducation et de revenus plus faibles rencontrent davantage de difficultés à accéder aux services financiers numériques.

Les travaux les plus récents renforcent cette analyse en insistant sur la persistance des barrières structurelles. Elouaouri et Ezzahid (2026), en utilisant les données du Global Findex relatives à 29 042 adultes en Afrique, montrent que l'éducation, l'activité professionnelle et l'accès aux technologies de l'information et de la communication jouent un rôle important dans l'inclusion financière numérique. L'étude identifie également plusieurs obstacles, notamment l'accès limité aux téléphones mobiles, les coûts de transaction, l'absence de documents officiels et la dépendance à l'égard d'intermédiaires. Ces résultats sont particulièrement pertinents pour l'analyse des populations migrantes, dont certaines peuvent être confrontées simultanément à plusieurs de ces contraintes.

La relation entre migration et inclusion financière apparaît également à travers les transferts de fonds. Les transferts constituent une composante importante des relations économiques entre les migrants et leurs pays ou familles d'origine. Ratha et al. (2018) soulignent leur importance pour les économies des pays en développement et mettent notamment en évidence la nécessité de réduire les coûts associés à ces opérations. Dans ce contexte, les innovations financières peuvent modifier les modalités de transfert d'argent en proposant des solutions numériques permettant des opérations plus rapides et potentiellement moins coûteuses.

Les travaux empiriques confirment cette articulation entre transferts et accès aux services financiers. Mengue et Ekodo (2023) analysent l'effet des transferts de fonds des migrants sur l'accès aux services financiers en Afrique subsaharienne à partir d'un panel de 14 pays sur la période 2015–2019. Les auteurs montrent que les transferts sont positivement et significativement associés à certains indicateurs d'accessibilité financière, notamment le nombre d'institutions de microfinance et de points de vente de mobile money. Cette relation suggère que les besoins financiers associés aux transferts peuvent participer au développement des infrastructures et des services financiers dans les économies étudiées.

Cette relation est également observée dans les recherches consacrées directement aux ménages migrants. Abdul Mannan et Farhana (2023) étudient la relation entre inclusion financière numérique et transferts dans le contexte des ménages de migrants bangladais. Leur analyse met en évidence l'importance des mécanismes numériques dans la gestion et la réception des transferts, ce qui confirme l'intérêt d'intégrer les technologies financières dans l'étude des comportements financiers des populations migrantes.

Les innovations financières peuvent également contribuer à l'élargissement de l'accès aux services financiers au-delà des simples opérations de transfert. Les paiements numériques, l'épargne numérique, les services de crédit et les applications financières peuvent progressivement rapprocher les populations exclues du système financier formel. Toutefois, cette évolution reste conditionnée par la capacité des utilisateurs à comprendre et à utiliser les outils proposés. L'accès à un service numérique ne signifie donc pas automatiquement une inclusion financière complète.

La question de la fracture numérique est ainsi centrale. L'accès à Internet, la possession d'un téléphone adapté, le niveau d'éducation, la littératie numérique et financière ainsi que les coûts associés à l'utilisation des services peuvent déterminer la capacité effective des individus à bénéficier des innovations financières. Elouaouri et Ibourk (2024) montrent notamment que l'éducation et l'accès aux infrastructures technologiques jouent un rôle important dans l'utilisation des services financiers numériques. Les résultats plus récents d'Elouaouri et Ezzahid (2026) renforcent cette conclusion en distinguant les situations d'exclusion volontaire des barrières involontaires qui empêchent certains individus d'accéder aux services numériques.

La confiance constitue également une dimension importante. La digitalisation modifie la relation traditionnelle entre l'utilisateur et l'institution financière en introduisant des interfaces numériques, des procédures automatisées et de nouveaux acteurs. Gabor et Brooks (2017) soulignent à cet égard que l'inclusion numérique doit être analysée en tenant compte des questions de gouvernance, de protection des données et de vulnérabilité. Pour les populations migrantes, la confiance peut être influencée par la compréhension du fonctionnement des services, la transparence des frais, la sécurité des transactions et l'expérience antérieure avec les institutions financières.

Cette question est particulièrement visible dans le développement des néo banques. Badre (2024) analyse précisément le potentiel des néo banques pour les migrants nord-africains résidant en Europe. À partir d'une enquête auprès de 64 migrants marocains, tunisiens et algériens installés en France, en Espagne et en Italie, l'étude examine leurs comportements de transfert et leurs préférences institutionnelles. Les résultats montrent que les néo banques peuvent présenter un potentiel de réduction des coûts et de facilitation des transferts, mais que leur adoption demeure liée à plusieurs facteurs, notamment la familiarité avec les institutions traditionnelles, les compétences numériques et l'accès aux technologies.

La littérature montre ainsi que l'innovation financière ne doit pas être appréhendée uniquement sous l'angle technologique. Son effet sur l'inclusion dépend de l'interaction entre technologie, capacités individuelles, coûts, réglementation, confiance et caractéristiques institutionnelles. Demir et al. (2022) soulignent notamment que les effets de la FinTech sur l'inclusion peuvent varier selon les catégories de population, tandis que les travaux sur le mobile money montrent l'importance des conditions de marché et de l'environnement réglementaire (Ahmad et al., 2020).

Dans la région MENA, la problématique de l'inclusion financière revêt également une importance particulière. Neaime et Gaysset (2018), à partir d'un échantillon de huit pays de la région sur la période 2002–2015, étudient les liens entre inclusion financière, pauvreté, inégalités et stabilité financière. Leurs résultats montrent notamment que l'inclusion financière est associée à une réduction des inégalités et à une amélioration de la stabilité financière dans les pays étudiés.

Au Maroc, les travaux disponibles permettent d'identifier plusieurs dimensions pertinentes pour l'analyse de l'inclusion financière numérique. Ezzahid et Elouaourti (2021) mettent en évidence l'importance du mobile banking et des caractéristiques individuelles dans les comportements financiers, tandis que Ramdani et Zenasni (2023) montrent que la digitalisation peut constituer un levier d'amélioration de l'accès aux services financiers. Des travaux plus récents s'intéressent également aux effets de l'inclusion financière mobile sur les conditions économiques des ménages marocains, notamment en matière de réduction de la pauvreté (Lechheb & Oubouhouch, 2025). Ces recherches montrent l'évolution progressive de la littérature marocaine vers l'étude des services financiers numériques et de leurs effets socio-économiques.

Malgré ces avancées, une lacune demeure dans la littérature. Les travaux existants portent principalement sur l'inclusion financière de la population générale, sur le mobile money, sur les transferts de fonds ou encore sur les effets de la digitalisation à l'échelle nationale. Les recherches portant spécifiquement sur les immigrants subsahariens résidant au Maroc et sur leur accès aux innovations financières restent relativement limitées. Cette lacune est importante dans la mesure où les immigrants peuvent être confrontés à des contraintes particulières liées à leur situation administrative, leur mobilité, leurs revenus, leur connaissance du système financier marocain, leurs besoins de transfert de fonds et leur niveau de littératie financière et numérique.

Ainsi, la littérature internationale et africaine permet d'identifier plusieurs mécanismes susceptibles d'expliquer l'accès des migrants aux services financiers : disponibilité des infrastructures, coûts, exigences documentaires, niveau d'éducation, accès aux technologies, confiance, littératie financière et besoins de transfert. Les innovations financières, notamment le mobile money, les paiements numériques, les services bancaires à distance et les néo banques, peuvent contribuer à réduire certaines barrières, mais leur utilisation effective dépend des caractéristiques économiques, institutionnelles et comportementales des utilisateurs.

Dans cette perspective, la présente recherche s'inscrit dans le prolongement de la littérature sur l'inclusion financière numérique tout en ciblant une population encore peu étudiée dans le contexte marocain : les immigrants subsahariens. Elle cherche ainsi à analyser dans quelle mesure les innovations financières facilitent leur accès aux services financiers, quels obstacles persistent dans leur utilisation et dans quelle mesure ces services sont perçus comme contribuant à leur situation économique et à leur intégration socio-économique. L'intérêt de cette approche réside dans l'articulation entre trois dimensions complémentaires : l'accès aux services financiers, l'utilisation des innovations financières et leur contribution perçue à l'intégration socio-économique des immigrants.

Tableau 1. Synthèse des principales études sur l'inclusion financière, les innovations financières et les migrants.

Auteurs / Année	Objet de l'étude	Méthodologie / Données	Principaux résultats	Apport pour la présente recherche
Demirgüç-Kunt et Klapper (2012)	Mesure de l'inclusion financière	Global Findex, 148 économies	L'accès aux comptes financiers varie selon le revenu, le genre et les caractéristiques socio-économiques	Permet de définir et de mesurer l'inclusion financière
Allen et al. (2016)	Déterminants de l'accès aux comptes	Données individuelles	Les coûts, la proximité des institutions et les exigences documentaires influencent	Permet d'identifier les barrières auxquelles peuvent être

	formels	dans 123 pays	l'inclusion	confrontés les immigrés
Gabor et Brooks (2017)	Digitalisation de l'inclusion financière	Analyse conceptuelle et critique	Les FinTech peuvent élargir l'accès mais créent aussi de nouveaux risques liés aux données et à la financiarisation	Permet d'adopter une approche critique des innovations financières
Ratha et al. (2018)	Migration et transferts de fonds	Données internationales	Les transferts constituent une composante majeure du lien entre migration et développement ; la réduction des coûts constitue un enjeu important	Justifie l'importance des services financiers numériques pour les migrants
Mengue et Ekodo (2023)	Transferts des migrants et accès financier en Afrique subsaharienne	Panel de 14 pays, 2015–2019, GMM système	Les transferts améliorent significativement certains indicateurs d'accessibilité financière et le développement du mobile money	Apporte une évidence empirique africaine directement liée au sujet
Klapper (2024)	Services financiers numériques et inclusion financière	Revue de littérature internationale	Les paiements numériques peuvent améliorer l'utilisation des services financiers, mais l'accès doit être accompagné d'une utilisation effective	Renforce l'analyse du rôle des innovations numériques
Étude sur les néo banques (2024)	Néo banques, transferts et inclusion des migrants nord-africains	Enquête et entretiens auprès de 64 migrants	Les néo banques présentent un potentiel de réduction des coûts et d'amélioration de l'inclusion	Apporte un éclairage récent sur les migrants marocains et nord-africains

Source : Élaboration par nos soins.

L'analyse de la littérature permet de dégager trois principaux constats. Premièrement, l'inclusion financière dépend de l'accessibilité des services, de leur coût, des exigences institutionnelles et des caractéristiques socio-économiques des individus (Demirgüç-Kunt et Klapper, 2012 ; Allen et al., 2016). Deuxièmement, les innovations financières, notamment le mobile money, les paiements numériques, les FinTech et les néo banques, peuvent contribuer à réduire certaines barrières d'accès et à faciliter les transferts de fonds des migrants. Troisièmement, ces innovations ne garantissent pas à elles seules une inclusion effective : la littératie financière et numérique, la réglementation, la confiance et les conditions socio-économiques demeurent déterminantes.

La principale lacune identifiée concerne ainsi le manque d'études empiriques consacrées spécifiquement aux immigrés subsahariens au Maroc, alors que la littérature internationale et africaine s'est davantage intéressée à l'inclusion financière générale, aux transferts de fonds ou au développement du mobile money. La présente recherche se positionne précisément dans cet espace en cherchant à analyser dans quelle mesure les innovations financières peuvent réduire les obstacles à l'inclusion financière des immigrés subsahariens et favoriser leur intégration socio-économique au Maroc.

3. Méthodologie de recherche

Afin d'analyser le rôle des innovations financières dans l'inclusion financière et l'intégration socio-économique des immigrés subsahariens au Maroc, cette recherche adopte une approche mixte, combinant une démarche qualitative fondée sur des entretiens semi-directifs et une démarche quantitative reposant sur un questionnaire. Le recours à ces deux méthodes permet de croiser les expériences et perceptions des acteurs avec des données quantitatives portant sur l'accès et l'utilisation des services financiers. Selon Creswell et Plano Clark (2018), l'approche mixte permet précisément d'articuler les forces des méthodes qualitatives et quantitatives afin d'obtenir une compréhension plus complète d'un phénomène complexe.

La démarche qualitative intervient en amont afin d'identifier les principaux obstacles, pratiques et perceptions relatifs à l'inclusion financière des immigrés. Les enseignements issus des entretiens contribuent ensuite à préciser les dimensions retenues dans le questionnaire quantitatif. Cette complémentarité permet ainsi d'assurer une meilleure cohérence entre l'exploration du phénomène et sa mesure auprès d'un échantillon plus large.

3.1. Méthodologie des entretiens semi-directifs

Les entretiens semi-directifs ont été retenus afin d'explorer en profondeur les expériences, perceptions et difficultés associées à l'accès aux services financiers des immigrés subsahariens au Maroc. Cette technique permet au chercheur de disposer d'un guide structuré tout en laissant aux participants la possibilité de développer librement leurs réponses et d'aborder des éléments qui n'auraient pas nécessairement été identifiés au préalable. Kvale et Brinkmann (2015) considèrent ainsi l'entretien de recherche comme un moyen privilégié pour comprendre la manière dont les individus donnent du sens à leurs expériences.

L'objectif des entretiens est principalement d'identifier les barrières à l'inclusion financière, les modalités d'utilisation des services financiers traditionnels et numériques, ainsi que la perception du rôle des FinTech, des paiements mobiles et des autres innovations financières dans l'intégration socio-économique des immigrés. Une attention particulière est accordée aux contraintes administratives, au coût des services, à la confiance envers les institutions financières, aux compétences financières et numériques ainsi qu'aux besoins spécifiques des immigrés.

L'échantillonnage qualitatif repose sur une sélection raisonnée des participants, de manière à couvrir les principales catégories d'acteurs concernées par la problématique. Trois groupes ont été retenus : les immigrés subsahariens, les acteurs des institutions financières et les représentants des associations ou organisations accompagnant les populations immigrées. Cette diversification permet de confronter les expériences individuelles des immigrés aux perceptions des acteurs institutionnels et associatifs.

Tableau 2. Composition de l'échantillon qualitatif.

Catégorie d'acteurs	Nombre d'entretiens	Objectif principal
Immigrés subsahariens	15	Identifier les expériences, usages, obstacles et perceptions des services financiers
Institutions financières	5	Examiner les dispositifs, contraintes et solutions proposés aux populations immigrées
Associations / ONG	5	Identifier les difficultés observées sur le terrain et les actions d'accompagnement
Total	25	Croiser les différentes perspectives sur l'inclusion financière

Source : Élaboration par nos soins.

La collecte des données est réalisée à partir d'un guide d'entretien semi-directif organisé autour de plusieurs thèmes :

- L'accès aux services financiers ;
- L'utilisation des services numériques et des fintech ;
- Les obstacles administratifs, économiques et socioculturels ;
- La confiance et la littératie financière et numérique ;
- Et 5 la contribution des innovations financières à l'intégration socio-économique.

Le guide garantit une certaine homogénéité entre les entretiens tout en permettant d'adapter les questions aux caractéristiques de chaque participant.

Les entretiens sont réalisés en face-à-face ou à distance selon les possibilités des participants. Leur enregistrement est effectué uniquement après obtention de leur consentement, puis les entretiens sont retranscrits afin de faciliter leur analyse. Une attention particulière est accordée à la confidentialité des informations recueillies et à l'anonymat des participants.

L'analyse des données qualitatives repose sur une analyse thématique. Selon Braun et Clarke (2006), cette méthode permet d'identifier, d'organiser et d'interpréter les principaux thèmes présents dans un corpus qualitatif. Dans cette recherche, les données sont d'abord examinées afin d'identifier les idées récurrentes, puis regroupées autour de catégories correspondant aux objectifs de l'étude. L'analyse porte notamment sur les obstacles à l'inclusion financière, l'usage des services numériques, les perceptions des FinTech et les effets perçus sur l'intégration socio-économique.

La comparaison des réponses des trois catégories d'acteurs permet enfin de mettre en évidence les convergences et divergences de perceptions. Les résultats qualitatifs constituent également une étape importante dans la construction du questionnaire, en permettant de préciser les dimensions et les modalités de réponse les plus pertinentes pour l'enquête quantitative. Cette articulation entre les deux phases renforce la cohérence de l'approche mixte (Creswell et Plano Clark, 2018).

3.2. Méthodologie du questionnaire

La deuxième phase de la recherche repose sur une enquête quantitative menée auprès de 100 immigrés subsahariens résidant au Maroc. Le questionnaire vise à compléter les résultats des entretiens en mesurant, sur un échantillon plus large, le niveau d'accès aux services financiers, leur utilisation, les obstacles rencontrés et la perception du rôle des innovations financières dans l'inclusion et l'intégration socio-économique.

Le questionnaire a été élaboré à partir de la littérature existante et des principaux résultats issus des entretiens semi-directifs. Cette démarche permet d'adapter les questions au contexte étudié et de tenir compte des difficultés effectivement rencontrées par les participants. La conception du questionnaire suit les principes recommandés dans les travaux consacrés à la construction et à l'administration des enquêtes (Dillman et al., 2014).

Le questionnaire est structuré autour de cinq dimensions principales :

- Profil sociodémographique et socio-économique : âge, sexe, nationalité, niveau d'éducation, situation professionnelle, ancienneté de résidence au Maroc et niveau de revenu ;
- Accès aux services financiers traditionnels : possession d'un compte, utilisation des services bancaires, accès au crédit, à l'épargne et aux services d'assurance ;
- Utilisation des services financiers numériques : paiements mobiles, applications bancaires, services FinTech, transferts numériques et autres solutions financières digitales ;
- Obstacles à l'inclusion financière : contraintes administratives, coûts, exigences documentaires, manque d'information, confiance, barrières linguistiques et compétences numériques ;
- Effets perçus sur l'intégration socio-économique : autonomie financière, capacité d'épargne, facilité des transactions et transferts, accès aux opportunités économiques et amélioration de la gestion financière.

Tableau 3. Structure du questionnaire.

Dimension	Principales variables étudiées	Type de mesure
Profil des répondants	Âge, sexe, nationalité, éducation, emploi, revenu, durée de résidence.	Questions catégorielles
Inclusion financière	Compte bancaire, épargne, crédit, assurance, paiements.	Questions fermées
Innovations financières	FinTech, mobile money, applications bancaires, paiements numériques.	Fréquence / utilisation
Obstacles	Coût, documents, confiance, information, compétences numériques.	Échelle de Likert
Intégration socio-économique	Autonomie financière, épargne, transferts, opportunités économiques.	Échelle de Likert

Source : Élaboration par nos soins.

Les perceptions des répondants sont principalement mesurées à l'aide d'une échelle de Likert à cinq modalités, allant de « pas du tout d'accord » à « tout à fait d'accord ». Ce type d'échelle est largement utilisé dans les recherches quantitatives pour mesurer les attitudes et perceptions des individus. Les questions sociodémographiques et les questions relatives à l'utilisation effective des services financiers sont, quant à elles, formulées principalement sous forme de questions fermées et catégorielles.

L'échantillon de 100 répondants est constitué selon une méthode d'échantillonnage non probabiliste, compte tenu des difficultés d'accès à la population étudiée. La sélection cherche néanmoins à assurer une diversité des profils en prenant en considération plusieurs caractéristiques, notamment l'âge, le niveau d'éducation, la situation professionnelle, le niveau de revenu et la durée de résidence au Maroc. Les principaux espaces urbains accueillant des populations immigrées, notamment Casablanca, Rabat, Tanger, Fès et Marrakech, sont pris en considération dans la collecte.

Le questionnaire est administré sous deux formes complémentaires : en face-à-face et en ligne. L'administration directe facilite l'accès aux personnes qui utilisent peu les outils numériques, tandis que la diffusion en ligne permet d'atteindre d'autres catégories de répondants. Cette combinaison contribue à diversifier les profils de l'échantillon et à limiter, autant que possible, les biais liés à un seul mode de collecte.

Avant son administration définitive, le questionnaire fait l'objet d'un pré-test auprès d'un groupe restreint de répondants afin de vérifier la clarté des formulations, la compréhension des concepts et la cohérence de l'ordre des questions. Le pré-test permet également d'identifier les questions ambiguës ou redondantes et d'apporter les corrections nécessaires avant la collecte finale (Dillman et al., 2014).

Les données quantitatives sont ensuite traitées à l'aide de SPSS et d'Excel. Dans un premier temps, une analyse descriptive est réalisée à travers les fréquences, pourcentages, moyennes et écarts-types afin de caractériser les répondants et de décrire leurs pratiques financières. Dans un second temps, des tests de corrélation peuvent être mobilisés afin d'examiner les relations entre l'utilisation des innovations financières, l'inclusion financière et l'intégration socio-économique.

Lorsque les conditions statistiques sont satisfaites, des analyses complémentaires peuvent être réalisées, notamment une analyse factorielle exploratoire pour identifier les dimensions sous-jacentes aux échelles de mesure. Selon Hair et al. (2019), l'analyse factorielle constitue une méthode appropriée pour examiner la structure d'un ensemble d'items mesurant des construits multidimensionnels. La cohérence interne des échelles peut également être évaluée à l'aide du coefficient alpha de Cronbach, couramment utilisé pour apprécier la fiabilité des instruments de mesure.

Enfin, les résultats quantitatifs sont confrontés aux résultats qualitatifs issus des entretiens. Cette triangulation des données permet d'identifier les éléments qui convergent entre les deux méthodes, mais également les éventuelles divergences entre les perceptions exprimées lors des entretiens et les tendances observées dans l'enquête. L'approche mixte permet ainsi de dépasser les limites propres à chaque méthode et d'obtenir une compréhension plus globale de l'inclusion financière des immigrés subsahariens au Maroc (Creswell et Plano Clark, 2018).

Il convient toutefois de souligner que le recours à un échantillonnage non probabiliste et à un nombre limité de répondants ne permet pas de généraliser statistiquement les résultats à l'ensemble de la population des immigrés subsahariens au Maroc. Les résultats doivent donc être interprétés comme des éléments empiriques permettant de comprendre les tendances, perceptions et relations observées dans l'échantillon étudié. Cette limite n'empêche pas l'intérêt scientifique de l'étude, notamment en raison du caractère encore relativement peu documenté de la question de l'inclusion financière des immigrés subsahariens au Maroc.

4. Présentation et analyse des résultats

Cette section présente les principaux résultats issus de l'enquête menée auprès des immigrés subsahariens résidant au Maroc. L'analyse repose sur une approche mixte combinant les données quantitatives recueillies à travers le questionnaire et les informations qualitatives issues des entretiens semi-directifs. Cette complémentarité permet d'appréhender à la fois l'ampleur des phénomènes observés et les perceptions et expériences qui les sous-tendent. L'utilisation conjointe de ces deux sources de données constitue un principe central de l'approche mixte, puisqu'elle permet de confronter les tendances statistiques aux explications fournies par les participants (Creswell et Plano Clark, 2018).

4.1. Résultats de l'enquête quantitative

L'analyse descriptive permet dans un premier temps de caractériser les pratiques financières des répondants et leur perception des services financiers traditionnels et numériques. Les résultats mettent particulièrement en évidence quatre dimensions : l'accès au système bancaire, l'adoption des services financiers numériques, les obstacles à l'inclusion financière et la contribution perçue des services financiers à l'intégration socio-économique.

Tableau 4. Analyse statistique descriptive des réponses au questionnaire.

N°	Question	Statistiques descriptives	Commentaire
1	Statut professionnel actuel	Moyenne : 2.15, Écart-type : 1.03	La répartition montre une présence équilibrée entre salariés, indépendants et étudiants, ce qui reflète une diversité de profils.
2	Compte bancaire au Maroc	Oui (65%), Non (35%)	La majorité des immigrés ont un compte bancaire, mais une part non négligeable reste exclue du système formel.
3	Institution bancaire utilisée	Banque nationale (50%), Banque digitale (30%), Aucun (20%)	L'essor des banques digitales est notable, mais une partie de la population reste non bancarisée.
4	Accès à un service de paiement mobile	Oui (70%), Non (30%)	L'adoption des services mobiles est élevée, indiquant une digitalisation accrue des services financiers.
5	Satisfaction des services bancaires	Moyenne : 2.45, Écart-type : 0.92	La satisfaction est globalement moyenne, avec 45% de satisfaction relative.
6	Difficulté à comprendre les documents financiers	Oui (55%), Non (45%)	La barrière linguistique et la complexité des documents financiers peuvent freiner l'inclusion.
7	Utilisation des services bancaires en ligne	Oui (60%), Non (40%)	Un taux significatif d'utilisation, mais des obstacles persistent pour une adoption plus large.
8	Services bancaires adaptés aux besoins	Oui (50%), Non (50%)	Opinion partagée, suggérant un besoin d'adaptation des services aux besoins des

			immigrés.
9	Fiabilité des services financiers numériques	Moyenne : 2.05, Écart-type : 0.73	La fiabilité perçue est modérée, soulignant un besoin d'amélioration.
10	Utilisation des services de transfert d'argent internationaux	Oui (80%), Non (20%)	La forte utilisation indique l'importance de ces services pour la communauté immigrée.
11	Fréquence d'utilisation des services de transfert	Mensuel (60%), Trimestriel (25%), Annuel (15%)	La régularité des transferts montre leur rôle central dans le soutien économique.
12	Problèmes pour transférer de l'argent depuis le Maroc	Oui (40%), Non (60%)	Un taux non négligeable de difficultés, suggérant un besoin d'optimisation.
13	Les innovations financières facilitent-elles l'accès aux services bancaires ?	Oui (70%), Non (30%)	Une perception positive des fintechs, qui renforcent l'inclusion.
14	Utilisation des crypto-monnaies	Oui (15%), Non (85%)	Adoption encore faible, probablement due à un manque de réglementation et d'information.
15	Amélioration de la situation financière grâce aux services numériques	Oui (50%), Non (50%)	Impact mitigé, soulignant la nécessité de mesures d'accompagnement.
16	Economie accrue grâce aux services financiers numériques	Oui (45%), Non (55%)	Un bénéfice perçu limité, suggérant une optimisation des offres disponibles.
17	Investissement dans des projets grâce aux services financiers	Oui (30%), Non (70%)	Faible impact sur l'investissement, signalant un manque d'opportunités.
18	Amélioration de la qualité de vie grâce aux services financiers	Oui (65%), Non (35%)	Une majorité perçoit un effet positif, mais des marges d'amélioration existent.
19	L'inclusion financière est-elle essentielle pour l'intégration ?	Oui (85%), Non (15%)	Consensus fort sur l'importance de l'inclusion financière pour l'intégration.
20	Perception des politiques publiques	Positives (30%), Neutres (40%), Négatives (30%)	Opinions partagées, indiquant un besoin d'initiatives plus ciblées.
21	Services financiers les plus importants	Comptes bancaires (40%), Transferts (35%), Crédits (15%), Épargne (10%)	Priorités claires en faveur des comptes et des transferts.
22	Prêt à utiliser plus de services numériques si frais réduits	Oui (75%), Non (25%)	La réduction des coûts stimulerait l'adoption des services numériques.
23	La langue est-elle un obstacle ?	Oui (50%), Non (50%)	Barrière linguistique significative pour la moitié des répondants.
24	Utilisation de plateformes locales pour les transferts	Oui (55%), Non (45%)	Préférence pour des solutions locales adaptées aux besoins.
25	Services financiers manquants	Microcrédits (40%), Transferts rapides (35%), Comptes sans frais (25%)	Besoin de diversification et d'accessibilité accrue.
26	Confiance dans les institutions financières	Oui (45%), Non (55%)	La confiance reste un enjeu central pour l'inclusion financière.
27	Rôle des banques pour l'inclusion	Services adaptés (50%), Réduction des coûts (35%), Formations (15%)	Priorité aux services personnalisés et à la baisse des coûts.
28	Les services financiers sont-ils accessibles à tous ?	Oui (45%), Non (55%)	Une majorité ressent une exclusion partielle du système.
29	Impact des services financiers sur la stabilité	Oui (70%), Non (30%)	Une perception majoritairement positive sur la stabilité financière.
30	Évaluation de l'avenir de l'inclusion financière	Moyenne : 2.25, Écart-type : 0.92	Prédiction modérément positive mais avec des doutes sur les améliorations futures.

Source : Élaboration par nos soins à partir des données de l'enquête.

4.1.1. Principales tendances observées

Les résultats du Tableau 4 montrent tout d'abord que l'inclusion financière des immigrants subsahariens au Maroc présente une situation contrastée. D'un côté, une majorité des répondants dispose d'un compte bancaire (65 %), utilise les paiements mobiles (70 %) ou les services bancaires en ligne (60 %). De l'autre, 35 % ne disposent toujours pas de compte bancaire et 40 % n'utilisent pas les services bancaires en ligne. Ces résultats montrent que la progression de la digitalisation ne signifie pas nécessairement une inclusion financière complète.

Cette situation rejoint les conclusions de la littérature internationale selon lesquelles l'inclusion financière doit être appréhendée non seulement à travers la possession d'un compte, mais également à travers l'utilisation effective et appropriée des différents services financiers (Demirgüç-Kunt et al., 2022). L'accès formel constitue donc une première étape, mais ne suffit pas à garantir une participation financière complète.

L'utilisation des services numériques apparaît néanmoins comme une tendance importante. Le fait que 70 % des répondants aient accès à un service de paiement mobile et que 60 % utilisent les services bancaires en ligne témoigne d'une certaine appropriation des technologies financières. Cette évolution est cohérente avec les travaux sur la finance numérique, qui montrent que les technologies peuvent réduire certaines barrières d'accès et faciliter l'utilisation des services financiers par les populations traditionnellement moins bien desservies (Klapper, 2024).

Cependant, l'adoption numérique demeure principalement orientée vers les transactions et les transferts, plutôt que vers des services financiers plus complexes. En effet, 80 % des répondants utilisent les services de transfert d'argent internationaux, alors que seulement 30 % déclarent utiliser les services financiers pour investir dans des projets. De même, les comptes bancaires et les transferts constituent les deux services considérés comme les plus importants, avec respectivement 40 % et 35 % des réponses. Cette configuration suggère que l'inclusion financière des immigrants étudiés est principalement transactionnelle, tandis que l'accès à l'épargne, au crédit et à l'investissement demeure plus limité.

Cette observation est particulièrement importante dans le cas des migrants, pour lesquels les transferts de fonds constituent une composante centrale des pratiques financières. La littérature souligne en effet que les innovations numériques peuvent faciliter les transferts en réduisant certaines contraintes de distance, de temps et de coût (Ratha et al., 2018). Toutefois, pour que ces innovations produisent un effet plus large sur l'inclusion financière, elles doivent également favoriser l'accès à l'épargne, au crédit et à d'autres produits financiers.

4.1.2. Les obstacles à l'inclusion financière

Les résultats mettent également en évidence la persistance de plusieurs obstacles. Ainsi, 55 % des répondants déclarent éprouver des difficultés à comprendre les documents financiers, tandis que 50 % considèrent que la langue constitue un obstacle. Ces résultats soulignent l'importance de la littératie financière et linguistique dans l'utilisation effective des services financiers.

À ces difficultés s'ajoute une question de confiance. Seulement 45 % des répondants déclarent avoir confiance dans les institutions financières, contre 55 % qui expriment une absence de confiance. Cette situation est particulièrement importante puisque la confiance constitue un élément déterminant de l'adoption des services financiers numériques. La disponibilité technologique d'un service ne garantit donc pas son adoption lorsque les utilisateurs demeurent préoccupés par sa fiabilité, sa sécurité ou sa transparence (Gabor et Brooks, 2017).

Les résultats relatifs à la perception des services sont également révélateurs : seulement la moitié des répondants considèrent que les services bancaires sont adaptés aux besoins des immigrants, tandis que l'autre moitié estime le contraire. Par ailleurs, 55 % considèrent que les services financiers ne sont pas suffisamment accessibles à tous. Ces résultats suggèrent l'existence d'un écart entre l'offre financière disponible et les besoins spécifiques de certaines catégories d'immigrants.

Le coût constitue également un facteur déterminant. En effet, 75 % des répondants déclarent qu'ils seraient disposés à utiliser davantage les services financiers numériques si les frais étaient réduits. Ce résultat indique que l'accessibilité financière constitue un levier important pour stimuler l'utilisation des services numériques. Il rejoint les travaux d'Allen et al. (2016), qui identifient les coûts des services et certaines contraintes d'accès parmi les facteurs importants de l'inclusion financière.

4.1.3. Contribution des innovations financières à l'intégration socio-économique

Les résultats montrent ensuite que les innovations financières sont globalement perçues comme favorables à l'intégration socio-économique. Ainsi, 70 % des répondants estiment que les innovations financières facilitent l'accès aux services bancaires et 70 % considèrent que les services financiers contribuent à leur stabilité financière. De plus, 65 % déclarent constater une amélioration de leur qualité de vie grâce aux services financiers.

Le résultat le plus significatif concerne toutefois la perception du rôle de l'inclusion financière dans l'intégration : 85 % des répondants considèrent l'inclusion financière comme importante pour leur intégration socio-économique. Cette perception confirme que l'accès aux services financiers ne constitue pas uniquement une question bancaire ou technologique, mais représente également un facteur susceptible de soutenir l'autonomie économique et la participation à la vie sociale et économique.

Néanmoins, les résultats doivent être interprétés avec prudence. La moitié seulement des répondants déclarent constater une amélioration de leur situation financière grâce aux services numériques, tandis que 55 % ne déclarent pas réaliser d'économies grâce à ces services. Par ailleurs, 70 % n'utilisent pas les services financiers pour investir dans des projets. L'impact des innovations financières semble donc davantage perceptible dans les paiements, les transferts et la gestion courante que dans la constitution d'un patrimoine financier ou le financement de projets économiques.

Cette distinction rejoint les travaux de Gabor et Brooks (2017), qui soulignent que la digitalisation financière peut favoriser l'accès aux services sans nécessairement garantir une amélioration automatique et généralisée du bien-être économique. L'inclusion numérique doit donc être accompagnée d'une diversification des produits financiers et d'un renforcement des capacités financières des utilisateurs.

4.2. Analyse factorielle exploratoire des dimensions de l'inclusion financière

L'analyse factorielle exploratoire (AFE) vise à identifier les dimensions sous-jacentes aux différentes variables utilisées dans le questionnaire. Elle permet de regrouper plusieurs variables présentant des relations communes autour de facteurs synthétiques et ainsi de mieux comprendre la structure du phénomène étudié (Hair et al., 2019).

Dans le cadre de cette recherche, trois dimensions principales sont retenues pour structurer l'analyse :

- Première dimension : l'accessibilité et l'usage des services financiers. Cette dimension regroupe les variables relatives à la possession d'un compte bancaire, à l'utilisation des services bancaires en ligne, aux paiements mobiles et aux services financiers numériques. Elle traduit le degré d'intégration des répondants dans l'écosystème financier formel et numérique.
- Deuxième dimension : les barrières perçues à l'inclusion financière. Cette dimension rassemble les difficultés liées à la compréhension des documents financiers, à la langue, aux coûts, à la confiance et aux contraintes d'accès. Elle permet de mettre en évidence les facteurs susceptibles de limiter l'utilisation effective des services financiers.
- Troisième dimension : les effets socio-économiques de l'inclusion financière. Cette dimension concerne l'amélioration de la stabilité financière, de la qualité de vie, de la situation financière et des possibilités d'investissement. Elle permet d'apprécier la manière dont les répondants perçoivent les conséquences économiques et sociales de leur accès aux services financiers.

Ces trois dimensions sont cohérentes avec la littérature qui distingue généralement l'accès aux services financiers, leur utilisation et les effets économiques associés à l'inclusion financière (Demirgüç-Kunt et al., 2022). Elles permettent également de relier les résultats empiriques aux objectifs de la recherche portant sur le rôle des innovations financières dans l'inclusion des immigrés.

4.3. Déterminants de l'accès aux services financiers numériques

Afin d'aller au-delà de l'analyse descriptive, une régression logistique est mobilisée pour examiner les facteurs associés à l'accès ou à l'utilisation des services financiers numériques. Cette méthode est appropriée lorsque la variable dépendante présente deux modalités, par exemple l'utilisation ou la non-utilisation d'un service financier numérique.

Les résultats indiquent que plusieurs caractéristiques individuelles semblent jouer un rôle dans l'accès aux services financiers. Le statut professionnel apparaît notamment comme un facteur important : les salariés et les travailleurs indépendants présentent une propension plus élevée à disposer d'un compte bancaire que les étudiants ou les personnes sans emploi. Cette relation peut s'expliquer par une plus grande stabilité des revenus et par une exposition plus importante aux transactions formelles.

Le niveau d'éducation apparaît également associé à l'utilisation des services numériques. Les personnes disposant d'un niveau d'études plus élevé semblent davantage susceptibles d'utiliser les services FinTech et les services bancaires en ligne. Cette observation peut être rapprochée de la littérature qui souligne le rôle des compétences et des connaissances financières dans l'utilisation effective des services numériques (Klapper, 2024).

Enfin, le revenu semble également intervenir dans l'utilisation des services financiers numériques. Les répondants disposant de revenus plus stables présentent une propension plus importante à utiliser ces services. Toutefois, l'interprétation de ces résultats doit rester prudente compte tenu de la taille de l'échantillon et du caractère non probabiliste de l'échantillonnage.

Ainsi, les résultats suggèrent que l'adoption des innovations financières ne dépend pas uniquement de leur disponibilité. Elle est également liée aux caractéristiques socio-économiques des utilisateurs, ce qui confirme l'importance d'une approche de l'inclusion financière tenant compte des différences entre les catégories de population.

4.4. Relations entre inclusion financière et intégration socio-économique

Les tests de corrélation permettent d'examiner les relations entre les principales dimensions de l'inclusion financière et certains indicateurs d'intégration socio-économique. Les résultats font apparaître plusieurs associations intéressantes.

Une corrélation positive d'environ 0,60 est observée entre l'utilisation des services financiers numériques et l'amélioration perçue de la qualité de vie. Cette relation relativement importante suggère que les personnes utilisant davantage les services numériques sont également plus susceptibles de percevoir une amélioration de leur situation quotidienne. Il convient toutefois de souligner qu'une corrélation ne permet pas d'établir une relation de causalité entre les deux variables.

Une relation positive plus modérée, d'environ 0,40, est également observée entre l'accès aux services bancaires et la capacité d'investissement. Ce résultat laisse penser que l'intégration dans le système financier formel peut être associée à une plus grande capacité à mobiliser des ressources pour des projets économiques. Néanmoins, le fait que 70 % des répondants déclarent ne pas utiliser les services financiers pour investir montre que cette relation reste limitée dans l'échantillon étudié.

Enfin, les obstacles administratifs sont négativement associés à l'adoption des services financiers numériques. Cette relation confirme que les contraintes institutionnelles et administratives peuvent réduire la capacité des immigrants à accéder aux services financiers, même lorsque des solutions numériques sont disponibles.

Ces résultats sont cohérents avec l'idée selon laquelle l'inclusion financière doit être considérée comme un processus multidimensionnel dans lequel l'accès, l'usage, les compétences et l'environnement institutionnel interagissent (Allen et al., 2016 ; Demirgüç-Kunt et al., 2022).

4.5. Analyse qualitative des entretiens semi-directifs

Les entretiens semi-directifs permettent d'approfondir les résultats quantitatifs en donnant accès aux expériences et perceptions des différents acteurs interrogés. Conformément à l'approche proposée par Braun et Clarke (2006), l'analyse thématique permet d'identifier les principaux thèmes récurrents dans les discours des participants.

Trois résultats qualitatifs majeurs ressortent de l'analyse.

- Le premier concerne la confiance dans les institutions financières. Les participants soulignent que les coûts, la complexité de certaines démarches et les difficultés de compréhension peuvent influencer négativement leur relation avec les institutions financières. Cette perception rejoint les résultats quantitatifs puisque 55 % des répondants déclarent ne pas avoir confiance dans les institutions financières.
- Le deuxième thème concerne l'importance des transferts d'argent. Les transferts internationaux occupent une place centrale dans les pratiques financières des immigrants interrogés. Cette importance est confirmée quantitativement par le fait que 80 % des répondants déclarent utiliser des services de transfert d'argent internationaux. Les participants expriment notamment des attentes concernant la rapidité, la simplicité et la réduction des coûts des opérations.
- Le troisième thème concerne la nécessité d'une offre financière davantage adaptée aux besoins des immigrants. Les répondants mettent particulièrement en avant la nécessité de réduire les frais, de faciliter les procédures et de développer des produits adaptés. Ces attentes sont cohérentes avec les résultats du questionnaire : 75 % des participants déclarent qu'une réduction des frais les inciterait à utiliser davantage les services financiers numériques ; 40 % identifient le microcrédit comme un service manquant, 35 % souhaitent des transferts plus rapides et 25 % demandent des comptes sans frais.

L'analyse qualitative confirme ainsi les principales tendances observées dans les données quantitatives. Elle permet surtout de comprendre que les difficultés d'inclusion financière ne sont pas uniquement liées à l'absence de services, mais également à leur coût, leur complexité, leur compréhension et leur adaptation aux besoins des immigrants.

5. Discussion des résultats

5.1. Discussion des résultats de l'analyse descriptive

L'analyse des données quantitatives et qualitatives met en évidence une situation d'inclusion financière caractérisée à la fois par des avancées importantes et par la persistance de plusieurs facteurs d'exclusion. Les résultats du questionnaire montrent que 65 % des répondants déclarent disposer d'un compte bancaire au Maroc, tandis que 35 % demeurent en dehors du système bancaire formel. Ce résultat traduit une progression de l'accès aux services financiers au sein de la population étudiée, mais révèle également l'existence d'un segment encore insuffisamment intégré au système financier. Cette situation rejoint les constats de la littérature internationale selon lesquels la détention d'un compte constitue une porte d'entrée essentielle vers l'utilisation des paiements, de l'épargne, du crédit et d'autres services financiers, tout en soulignant que la seule possession d'un compte ne suffit pas à garantir une inclusion financière effective (Demirgüç-Kunt et al., 2022).

Dans le cas des immigrants subsahariens étudiés, l'accès aux services financiers apparaît étroitement lié à plusieurs contraintes administratives, informationnelles et linguistiques. En effet, 55 % des répondants déclarent rencontrer des difficultés dans la compréhension des documents financiers, tandis que 50 % considèrent la langue comme un obstacle à l'utilisation des services financiers. Ces résultats montrent que l'inclusion financière ne dépend pas uniquement de la disponibilité physique ou numérique des produits financiers. Elle suppose également que les utilisateurs puissent comprendre les conditions contractuelles, les tarifs, les procédures et les modalités d'utilisation des services proposés. La littérature sur l'inclusion financière souligne ainsi que l'accessibilité doit être appréhendée dans une perspective multidimensionnelle intégrant l'accès, l'usage, l'adéquation des produits et la capacité des individus à les utiliser de manière effective (Demirgüç-Kunt et al., 2022 ; Klapper, 2024).

L'importance des services numériques constitue l'un des résultats les plus significatifs de l'étude. Environ 70 % des répondants déclarent avoir accès aux services de paiement mobile et 60 % utilisent les services bancaires en ligne. Ces proportions témoignent d'une appropriation relativement importante des outils numériques au sein de l'échantillon étudié. Elles sont cohérentes avec l'évolution générale des services financiers numériques, qui ont progressivement réduit certaines contraintes liées à la distance, aux horaires d'ouverture et à l'accès physique aux agences. À l'échelle internationale, les données du Global Findex montrent que les paiements numériques sont devenus un vecteur important d'approfondissement de l'inclusion financière, notamment parce qu'ils peuvent constituer une première étape vers une utilisation plus diversifiée des services financiers (Demirgüç-Kunt et al., 2022).

Toutefois, l'utilisation relativement importante des services numériques ne signifie pas que l'ensemble des obstacles soit levé. La moitié des répondants considèrent que les services financiers disponibles ne sont pas suffisamment adaptés à leurs besoins, tandis que 55 % déclarent ne pas faire confiance aux institutions financières. Par ailleurs, 55 % estiment que les services financiers ne sont pas véritablement accessibles à tous. Ces résultats révèlent une distinction importante entre accessibilité technologique et inclusion financière effective. Une personne peut disposer d'un téléphone, accéder à une application bancaire ou effectuer un paiement mobile sans pour autant bénéficier d'une relation financière pleinement satisfaisante, accessible et adaptée à sa situation.

La question des coûts apparaît également déterminante. En effet, 75 % des répondants indiquent qu'ils utiliseraient davantage les services financiers numériques si les frais étaient réduits. Cette perception met en évidence l'importance de l'accessibilité économique des services financiers. Les solutions numériques peuvent contribuer à réduire certains coûts de transaction, mais leur capacité à favoriser durablement l'inclusion dépend également de la transparence tarifaire, de la confiance des utilisateurs et de l'adéquation des produits proposés. Le Global Findex souligne notamment que les services numériques doivent être sûrs, abordables et suffisamment pratiques pour constituer une véritable alternative aux transactions en espèces (Demirgüç-Kunt et al., 2022).

Les transferts d'argent constituent une autre dimension particulièrement importante. 80 % des répondants déclarent effectuer des transferts internationaux et 60 % indiquent réaliser ces opérations mensuellement. La place occupée par les transferts confirme que les services financiers destinés aux migrants ne peuvent être analysés uniquement à travers la bancarisation traditionnelle. Les mécanismes de transfert constituent également un point d'entrée essentiel vers le système financier et peuvent contribuer à renforcer l'utilisation régulière des services financiers. Toutefois, 40 % des répondants déclarent rencontrer des difficultés lors de ces opérations, ce qui suggère la nécessité d'améliorer simultanément la simplicité, la rapidité, la transparence et le coût des transferts.

Les résultats relatifs à l'épargne et à l'investissement sont plus nuancés. Seulement 45 % des répondants considèrent que les services numériques les ont aidés à épargner, tandis que 30 % déclarent avoir utilisé des services financiers pour investir. Cette situation montre que l'inclusion financière ne se limite pas à l'accès aux moyens de paiement. L'objectif consiste également à permettre aux individus de mobiliser les services financiers pour gérer leurs ressources, constituer une épargne,

accéder au crédit et, lorsque les conditions le permettent, financer des activités génératrices de revenus. Les données internationales montrent d'ailleurs que l'utilisation d'un compte peut progressivement s'étendre des paiements vers l'épargne et l'emprunt, à condition que les produits proposés soient adaptés aux besoins des utilisateurs (Demirgüç-Kunt et al., 2022).

L'étude révèle par ailleurs une perception globalement favorable du rôle des services financiers dans la situation socio-économique des répondants. Ainsi, 65 % déclarent que leur qualité de vie s'est améliorée et 70 % estiment que les services financiers contribuent à leur stabilité financière. Plus largement, 85 % considèrent que l'inclusion financière est essentielle à leur intégration dans la société marocaine. Ces résultats suggèrent que l'inclusion financière est perçue par les répondants comme une dimension importante de leur intégration socio-économique. Il convient toutefois de préciser que ces résultats reposent sur des perceptions déclarées et ne permettent pas, à eux seuls, d'établir une relation causale entre utilisation des services financiers et amélioration de la qualité de vie.

L'analyse factorielle exploratoire réalisée dans le cadre de cette recherche permet de regrouper les différentes dimensions étudiées autour de trois ensembles structurants : l'accessibilité aux services financiers, les barrières perçues et les effets socio-économiques associés à l'inclusion financière. Cette structuration est particulièrement pertinente pour comprendre la situation des immigrés subsahariens, car elle montre que l'inclusion financière constitue un phénomène multidimensionnel. Elle résulte de l'interaction entre la possibilité d'accéder aux services, la capacité à les comprendre et à les utiliser, ainsi que les bénéfices que les individus leur attribuent.

Enfin, les relations statistiques identifiées dans l'étude renforcent cette lecture multidimensionnelle. La relation positive observée entre l'utilisation des services numériques et la qualité de vie, ainsi que celle entre l'accès bancaire et l'investissement, suggèrent une association entre approfondissement de l'usage financier et certaines dimensions de l'intégration socio-économique. Toutefois, ces relations doivent être interprétées comme des associations statistiques et non comme la preuve d'un effet causal direct. De même, la relation négative observée entre les barrières administratives et l'adoption des services FinTech indique que les contraintes institutionnelles peuvent constituer un facteur limitant l'appropriation des innovations financières.

Dans son ensemble, l'analyse descriptive montre donc que les innovations financières constituent une opportunité importante, mais qu'elles ne peuvent produire leur plein potentiel inclusif que si elles sont accompagnées d'une réduction des obstacles administratifs, linguistiques, économiques et informationnels.

5.2. Analyse des entretiens semi-directifs : enjeux et perceptions

Les entretiens semi-directifs complètent utilement les résultats du questionnaire en permettant de comprendre les mécanismes et les expériences qui se trouvent derrière les tendances quantitatives. L'analyse qualitative met notamment en évidence trois préoccupations récurrentes : la confiance envers les institutions financières, la complexité des procédures et l'adaptation insuffisante de certains services aux besoins des immigrés.

Du point de vue des immigrés interrogés, la confiance constitue une condition importante de l'utilisation régulière des services financiers. Les expériences associées aux frais bancaires, à la complexité des procédures ou à une compréhension insuffisante des produits peuvent contribuer à renforcer une attitude prudente vis-à-vis des institutions financières. Ce constat permet d'interpréter les résultats du questionnaire selon lesquels 55 % des répondants déclarent ne pas faire confiance aux institutions financières. La confiance apparaît ainsi non pas comme une variable secondaire, mais comme une composante de l'accessibilité effective des services financiers.

Les entretiens ont également confirmé l'importance des barrières linguistiques et informationnelles. La difficulté à comprendre les documents contractuels, les conditions tarifaires ou les procédures administratives peut limiter l'autonomie des utilisateurs et accroître leur dépendance à l'égard de leur entourage. Cette situation montre que la digitalisation ne constitue pas automatiquement une solution à l'exclusion. Une application financière accessible techniquement peut rester difficile à utiliser lorsque les informations proposées ne sont pas suffisamment compréhensibles ou lorsque l'utilisateur ne dispose pas des connaissances financières nécessaires.

Les représentants des institutions financières interrogés reconnaissent, quant à eux, l'existence d'un potentiel de développement des services destinés aux populations immigrées. Les besoins identifiés concernent notamment les transferts d'argent, les services de paiement, les solutions d'épargne et l'accès à des mécanismes de financement adaptés. Cette observation rejoint l'évolution générale du secteur financier marocain vers davantage de digitalisation et d'innovation. Les réformes soutenues au Maroc ont notamment accordé une place importante à l'élargissement de l'accès aux services financiers et numériques et au développement de solutions permettant de réduire certaines contraintes d'accès (World Bank, 2021).

Les entretiens réalisés auprès des associations et acteurs associatifs apportent une dimension complémentaire. Leur perception met l'accent sur la nécessité d'un accompagnement dépassant la seule relation entre le client et l'institution financière. La médiation associative, l'orientation administrative et la sensibilisation aux outils numériques peuvent contribuer à réduire les asymétries d'information et à renforcer la capacité des immigrés à utiliser les services financiers disponibles.

Ainsi, les résultats qualitatifs montrent que l'amélioration de l'inclusion financière ne relève pas exclusivement de l'innovation technologique. Elle nécessite également un environnement institutionnel accessible, une information compréhensible, des coûts maîtrisés et des mécanismes d'accompagnement. Cette conclusion rejoint les travaux consacrés à l'expansion des services financiers numériques, qui soulignent que la digitalisation doit être accompagnée de dispositifs de confiance, de protection des consommateurs, de produits adaptés et d'un accès abordable (Klapper, 2024).

5.3. Recommandations pour améliorer l'inclusion financière des immigrés subsahariens

Les résultats de l'étude permettent de formuler plusieurs recommandations organisées autour de cinq axes complémentaires.

Simplifier les procédures et améliorer l'accessibilité de l'information : La première priorité consiste à réduire les difficultés administratives et informationnelles identifiées dans l'enquête et les entretiens. Les institutions financières pourraient simplifier, dans le respect du cadre réglementaire applicable, les parcours d'ouverture et d'utilisation des comptes, améliorer la lisibilité des documents contractuels et présenter de manière plus transparente les frais associés aux différents services. Une attention particulière devrait être accordée à la communication multilingue. Des supports simples, accessibles sur téléphone mobile et disponibles dans plusieurs langues pourraient faciliter la compréhension des produits, des tarifs, des conditions d'utilisation et des procédures de réclamation. L'objectif ne serait pas uniquement de faciliter l'accès initial au service, mais également de permettre une utilisation autonome et durable.

Renforcer la confiance et la transparence : Le niveau de défiance observé dans l'enquête justifie le renforcement des mécanismes destinés à améliorer la relation entre les institutions financières et les immigrés. La transparence sur les frais, les conditions contractuelles et les modalités de traitement des réclamations devrait constituer un élément central de cette démarche. Des partenariats avec les associations et organismes d'accompagnement pourraient également favoriser la médiation entre les institutions financières et les populations immigrées. Ces partenariats pourraient prendre la forme de permanences d'information, de séances de sensibilisation ou de dispositifs d'orientation vers les services financiers appropriés.

Développer les services numériques tout en renforçant l'accompagnement : Les résultats relatifs au paiement mobile et aux services bancaires en ligne montrent l'existence d'un potentiel important pour les services financiers numériques. Il apparaît donc pertinent de poursuivre leur développement tout en veillant à ce que la digitalisation ne crée pas de nouvelles formes d'exclusion. Des programmes d'accompagnement pourraient notamment porter sur l'utilisation des applications bancaires, la sécurité des paiements numériques, la protection des données personnelles, la reconnaissance des tentatives de fraude et la gestion des comptes à distance. L'accompagnement est particulièrement important dans le contexte des transferts internationaux, qui constituent une utilisation fréquente des services financiers au sein de l'échantillon étudié. La mise à disposition de solutions rapides, transparentes et accessibles pourrait contribuer à améliorer l'expérience financière des utilisateurs.

Concevoir des produits financiers mieux adaptés aux besoins des immigrés : Les résultats montrent que les besoins exprimés ne se limitent pas à la détention d'un compte. Les répondants identifient notamment le microcrédit, les transferts rapides et les comptes à faibles coûts parmi les services qui leur font défaut. Les institutions financières pourraient ainsi envisager des produits davantage adaptés à la diversité des situations professionnelles et économiques des immigrés. Ces produits pourraient inclure des comptes à coûts réduits, des solutions d'épargne flexibles, des services de transfert transparents et, lorsque les conditions réglementaires et prudentielles le permettent, des mécanismes de financement adaptés aux petits projets économiques. L'objectif serait de passer d'une logique centrée sur la simple ouverture de compte à une approche davantage orientée vers l'usage effectif et durable des services financiers.

Renforcer la coordination entre acteurs et l'intégration des enjeux d'inclusion financière dans les politiques publiques : La dernière recommandation concerne la coordination entre les différents acteurs concernés : pouvoirs publics, institutions financières, opérateurs numériques, associations et organismes d'accompagnement. Une stratégie coordonnée pourrait permettre de mieux identifier les besoins spécifiques des populations immigrées, de renforcer l'information financière et de développer des programmes d'accompagnement adaptés. Cette approche est cohérente avec la conception multidimensionnelle de l'inclusion financière retenue dans la littérature internationale, qui considère que l'accès, l'usage, la qualité et l'adéquation des services doivent être analysés conjointement (Demirgüç-Kunt et al., 2022 ; Klapper, 2024). En définitive, les recommandations issues de cette recherche ne consistent pas à privilégier exclusivement la digitalisation, mais

à construire un environnement financier dans lequel innovation technologique, accessibilité administrative, transparence, accompagnement et protection des utilisateurs se renforcent mutuellement.

6. Conclusion

Cette recherche avait pour objectif d'analyser les déterminants de l'inclusion financière des immigrés subsahariens au Maroc et d'examiner plus particulièrement le rôle des innovations financières dans leur intégration socio-économique. À travers une approche mixte combinant une enquête quantitative et des entretiens semi-directifs auprès des principales parties prenantes, l'étude a permis de mettre en évidence les principales dimensions de l'accès, de l'usage et de la perception des services financiers.

Les résultats montrent tout d'abord que l'inclusion financière des immigrés étudiés présente des avancées significatives, mais demeure incomplète. La proportion de 65 % de répondants disposant d'un compte bancaire témoigne d'un niveau d'accès non négligeable au système financier formel. Cependant, le maintien d'une proportion de 35 % de personnes non bancarisées révèle l'existence de marges importantes d'amélioration. Cette situation doit être interprétée à la lumière des obstacles identifiés dans l'enquête, notamment la complexité des démarches, les difficultés de compréhension des documents financiers, les barrières linguistiques et le déficit de confiance envers certaines institutions.

Les services financiers numériques constituent ensuite un élément central de cette dynamique. La fréquence relativement élevée du recours au paiement mobile et aux services bancaires en ligne montre que les technologies financières peuvent réduire certaines contraintes traditionnellement associées à l'accès aux services financiers. Cette observation est cohérente avec la littérature internationale qui identifie les paiements numériques comme un vecteur potentiel d'approfondissement de l'inclusion financière (Demirgüç-Kunt et al., 2022). Dans le contexte marocain, la digitalisation des services financiers s'inscrit également dans une dynamique plus large de développement de l'accès aux services financiers et numériques (World Bank, 2021).

Toutefois, les résultats montrent également que l'innovation financière ne constitue pas, à elle seule, une réponse suffisante aux difficultés d'inclusion. L'existence d'un accès numérique ne garantit ni la compréhension des produits, ni leur utilisation régulière, ni leur adéquation aux besoins des utilisateurs. Les difficultés linguistiques, les contraintes administratives, le coût des services et le manque de confiance demeurent des facteurs susceptibles de limiter l'utilisation effective des innovations financières.

Les résultats permettent ainsi de répondre à la question centrale de recherche : comment l'accès aux services financiers numériques peut-il contribuer à l'inclusion socio-économique des immigrés subsahariens au Maroc ? Les données recueillies suggèrent que les services numériques peuvent constituer un levier important en facilitant notamment les paiements, les transferts, la gestion financière et l'accès à certains services à distance. Toutefois, leur contribution à l'intégration socio-économique dépend de la capacité des institutions à rendre ces services accessibles, compréhensibles, abordables et adaptés aux caractéristiques des utilisateurs.

Concernant H1, selon laquelle les innovations financières favorisent l'accès des immigrés aux services financiers, les résultats permettent de retenir une validation partielle. La proportion importante de répondants utilisant les paiements mobiles et les services bancaires en ligne, ainsi que le fait que 70 % considèrent que les innovations financières facilitent l'accès aux services, vont dans le sens de cette hypothèse. Cependant, les obstacles administratifs, linguistiques et informationnels montrent que la digitalisation ne supprime pas l'ensemble des contraintes d'accès.

Pour H2, relative à la contribution des services financiers numériques à l'intégration socio-économique, les résultats sont globalement compatibles avec l'hypothèse, mais ils doivent être interprétés avec prudence. Les relations observées entre utilisation des services numériques, qualité de vie et investissement ainsi que les perceptions positives déclarées par les répondants suggèrent une association entre usage financier et certaines dimensions de l'intégration. En revanche, en l'absence d'un dispositif longitudinal ou expérimental permettant d'identifier un effet causal, il convient d'éviter de conclure à un « effet significatif » au sens causal du terme.

L'hypothèse H3, portant sur le rôle des obstacles administratifs et culturels, reçoit un soutien empirique important. Les difficultés liées aux procédures, à la compréhension des documents, à la langue et à la confiance apparaissent de manière récurrente dans les données quantitatives et dans les entretiens. Les résultats confirment ainsi la pertinence de considérer l'inclusion financière comme un processus dépendant non seulement de la disponibilité des services, mais également des conditions institutionnelles et sociales dans lesquelles ces services sont utilisés.

Enfin, H4, relative au rôle des partenariats entre institutions financières, associations et pouvoirs publics, reçoit un soutien qualitatif et partiel. Les entretiens montrent l'importance attribuée à la médiation, à l'accompagnement et à la coordination entre les différents acteurs. Toutefois, l'étude ne permet pas de mesurer directement l'effet de ces partenariats sur le niveau d'inclusion financière. Leur contribution doit donc être considérée comme une piste d'action identifiée par les acteurs interrogés plutôt que comme un effet causal statistiquement démontré.

Cette recherche présente plusieurs limites qui doivent être prises en considération dans l'interprétation des résultats. Premièrement, la taille et les modalités de constitution de l'échantillon limitent la possibilité de généraliser les résultats à l'ensemble des immigrés subsahariens vivant au Maroc. Les résultats doivent donc être considérés comme représentatifs de la population étudiée et non comme une estimation nationale de l'inclusion financière des immigrés.

Deuxièmement, l'étude repose sur une approche transversale. Elle permet d'observer les relations entre les variables à un moment donné, mais ne permet pas d'étudier leur évolution dans le temps ni d'établir avec certitude des relations causales. Des recherches longitudinales permettraient d'analyser l'évolution de l'utilisation des services financiers et l'impact durable de la digitalisation sur les trajectoires économiques des immigrés.

Troisièmement, une partie importante des informations recueillies repose sur des déclarations et des perceptions individuelles. Les réponses peuvent donc être influencées par les expériences personnelles, le niveau de compréhension des questions et le contexte dans lequel les entretiens ou questionnaires ont été réalisés. La combinaison des méthodes quantitatives et qualitatives constitue néanmoins un moyen de renforcer la compréhension du phénomène en confrontant plusieurs sources d'information (Creswell et Plano Clark, 2018).

Plusieurs perspectives peuvent être envisagées pour prolonger cette recherche. Sur le plan méthodologique, de futurs travaux pourraient mobiliser des échantillons plus larges et plus diversifiés afin de comparer les situations selon le pays d'origine, le statut professionnel, le niveau d'éducation, le revenu, le statut administratif ou la durée de résidence au Maroc. Des modèles économétriques complémentaires, notamment des modèles Logit ou Probit, pourraient également permettre d'identifier plus précisément les déterminants de l'accès et de l'usage des services financiers numériques.

Sur le plan temporel, une approche longitudinale permettrait d'observer l'évolution de l'inclusion financière des immigrés et d'identifier les changements liés à la digitalisation croissante des services financiers. Il serait également pertinent d'étudier plus précisément le rôle de la littératie financière et numérique, de la confiance institutionnelle, de la cybersécurité et de la protection des données personnelles.

Enfin, l'évolution des technologies financières ouvre de nouvelles perspectives de recherche concernant les paiements mobiles, les plateformes numériques de transfert, l'intelligence artificielle, la blockchain et les nouvelles formes de financement. Ces innovations pourraient contribuer à améliorer l'accès aux services financiers, mais leur développement devra être accompagné par des mécanismes appropriés de protection des utilisateurs, de transparence et de régulation.

En définitive, l'inclusion financière des immigrés subsahariens au Maroc doit être envisagée comme un processus multidimensionnel associant accès, usage, confiance, compréhension, coût et adéquation des services. Les résultats de cette étude montrent que les innovations financières peuvent constituer un levier important de cette dynamique, mais que leur potentiel dépend largement de l'environnement institutionnel et social dans lequel elles sont déployées. La simplification des procédures, le développement de services abordables et adaptés, l'accompagnement multilingue et la coordination entre institutions financières, associations et pouvoirs publics apparaissent ainsi comme des axes essentiels pour favoriser une inclusion financière plus effective et, à terme, soutenir l'intégration socio-économique des immigrés au Maroc.

REFERENCES

- [1] Abdul Mannan, K., et Farhana, K. M. (2023). Digital financial inclusion and remittances: An empirical study on Bangladeshi migrant households. *FinTech*, 2(4), 680–697.
- [2] Agarwal, A., et Assenova, V. A. (2024). Mobile money as a stepping stone to financial inclusion: How digital multisided platforms fill institutional voids. *Organization Science*, 35(3), 769–787.
- [3] Ager, A., et Strang, A. (2008). Understanding integration: A conceptual framework. *Journal of Refugee Studies*, 21(2), 166–191.
- [4] Ahmad, A. H., Green, C., et Jiang, F. (2020). Mobile money, financial inclusion and development: A review with reference to African experience. *Journal of Economic Surveys*, 34(4), 753–792.
- [5] Allen, F., Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., et Martinez Peria, M. S. (2016). The foundations of financial

- inclusion: Understanding ownership and use of formal accounts. *Journal of Financial Intermediation*, 27, 1–30.
- [6] Badre, A. (2024). Impacts of neo-banks on North African migrants' remittances and financial inclusion. *Scientific African*, 26, e02384.
- [7] Braun, V., et Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative Research in Psychology*, 3(2), 77–101.
- [8] Creswell, J. W., et Plano Clark, V. L. (2018). *Designing and conducting mixed methods research* (3rd ed.). SAGE Publications.
- [9] Demir, A., Pesqué-Cela, V., Altunbas, Y., et Murinde, V. (2022). Fintech, financial inclusion and income inequality: A quantile regression approach. *The European Journal of Finance*, 28(1), 86–107.
- [10] Demirgüç-Kunt, A., et Klapper, L. (2012). *Measuring financial inclusion: The Global Findex Database* (Policy Research Working Paper No. 6025). World Bank.
- [11] Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S., et Hess, J. (2022). *The Global Findex Database 2021: Financial inclusion, digital payments, and resilience in the age of COVID-19*. World Bank.
- [12] Dillman, D. A., Smyth, J. D., et Christian, L. M. (2014). *Internet, phone, mail, and mixed-mode surveys: The tailored design method* (4th ed.). Wiley.
- [13] Elouaourti, Z., et Ezzahid, E. (2026). Toward inclusive digital finance in Africa: Unpacking the mechanisms behind digital barriers. *African Development Review*, 38(2), e70058.
- [14] Elouaourti, Z., et Ibouk, A. (2024). Unveiling the drivers of Africa's digital financial inclusion journey. *African Development Review*, 36(1), 84–96.
- [15] Ezzahid, E., et Elouaourti, Z. (2021). Financial inclusion, mobile banking, informal finance and financial exclusion: Micro-level evidence from Morocco. *International Journal of Social Economics*, 48(7), 1060–1086.
- [16] Gabor, D., et Brooks, S. H. (2017). The digital revolution in financial inclusion: International development in the FinTech era. *New Political Economy*, 22(4), 423–436.
- [17] Gomber, P., Koch, J.-A., et Siering, M. (2017). Digital finance and FinTech: Current research and future research directions. *Journal of Business Economics*, 87(5), 537–580.
- [18] Hair, J. F., Black, W. C., Babin, B. J., et Anderson, R. E. (2019). *Multivariate data analysis* (8th ed.). Cengage.
- [19] Hamdan, J. S., Lehmann-Uchener, K., et Menkhoff, L. (2022). Mobile money, financial inclusion, and unmet opportunities: Evidence from Uganda. *The Journal of Development Studies*, 58(4), 671–691.
- [20] Klapper, L. (2024). *Expanding financial inclusion through digital financial services: A literature review* (Policy Research Working Paper No. 11008). World Bank.
- [21] Kvale, S., et Brinkmann, S. (2015). *InterViews: Learning the craft of qualitative research interviewing* (3rd ed.). SAGE Publications.
- [22] Lechheb, H., et Oubouhouch, M. (2025). Does mobile financial inclusion affect poverty-reduction in Morocco: A propensity score matching analysis. *Repères et Perspectives Économiques*.
- [23] Lee, J. N., Morduch, J., Ravindran, S., et Shonchoy, A. S. (2022). Narrowing the gender gap in mobile banking. *Journal of Economic Behavior et Organization*, 193, 276–293.
- [24] Matekenya, W., Moyo, C., et Jeke, L. (2021). Financial inclusion and human development: Evidence from Sub-Saharan Africa. *Development Southern Africa*, 38(5), 683–700.
- [25] Mengue, A. G., et Ekodo, R. (2023). Effet des transferts de fonds des migrants sur l'accès aux services financiers en Afrique subsaharienne. *Revue Marocaine de Commerce et de Gestion*, (12).
- [26] Nakasone, E., Torero, M., et Viceisza, A. (2024). Fintech, visual attention, and financial inclusion: A field experiment on migrant remittances (NBER Working Paper No. 33183). National Bureau of Economic Research.
- [27] Neaime, S., et Gaysset, I. (2018). Financial inclusion and stability in MENA: Evidence from poverty and inequality. *Finance Research Letters*, 24, 199–220.
- [28] Ozili, P. K. (2018). Impact of digital finance on financial inclusion and stability. *Borsa Istanbul Review*, 18(4), 329–340.
- [29] Ramdani, B., et Zenasni, M. (2023). Impact de la digitalisation sur l'inclusion financière au Maroc.

- Dossiers de Recherches en Économie et Gestion, 11(1), 217–241.
- [30] Ratha, D., De, S., Seshan, G., et Yameogo, N. D. (2018). Migration and remittances: Recent developments and outlook. World Bank.
- [31] Shaikh, A. A., Glavee-Geo, R., Karjaluto, H., et Hinson, R. E. (2023). Mobile money as a driver of digital financial inclusion. *Technological Forecasting and Social Change*, 186, 122158.
- [32] Timite, K. B., et Skalli, L. (2023). Le mobile money, levier d'inclusion financière dans les pays de l'UEMOA. *Alternatives Managériales Économiques*, 5(1).
- [33] World Bank. (2021). Expanding digital and financial inclusion: World Bank supports Morocco's reforms for social and economic resilience. World Bank.
- [34] World Bank. (2023, April 3). World Bank continues to support Morocco's financial and digital inclusion reforms.